

Point 14 : Habitat - Programme local de l'habitat 2019-2025 - Bilan final de la mise en œuvre des actions engagées

Intervention : Cécilia BLUMENTAL (Nantes)

Madame la présidente, chers collègues,

Nous arrivons aujourd'hui au terme du Programme Local de l'Habitat 2019-2025, un outil essentiel pour garantir le droit au logement, organiser la production et répondre aux besoins des habitantes et des habitants de notre territoire. Ce bilan nous montre une chose très clairement : nous avons résisté face à la crise du Covid et à la flambée des matières premières, mais les défis restent immenses.

D'abord, il faut saluer les décisions fortes qui ont été prises et ce qui a été accompli malgré un contexte défavorable — chute de la construction, inflation, désengagement de l'État. Notre collectivité a maintenu un niveau d'ambition élevé. La production de logements sociaux, les efforts de rénovation énergétique, la lutte contre l'habitat indigne, l'accompagnement des ménages modestes : tout cela a permis de tenir le cap de la solidarité et de la transition écologique.

Mais ce bilan met aussi en lumière les limites du modèle actuel. Les prix du foncier explosent, les parcours résidentiels se bloquent, les jeunes et les familles monoparentales peinent à se loger, et les communes ne contribuent pas toutes de manière équilibrée à l'effort de solidarité. Nous le savons : le marché ne régule rien, et sans intervention publique forte, ce sont les plus fragiles qui trinquent.

C'est pourquoi le prochain PLH devra aller plus loin — n'en déplaise à ceux qui souhaitent faire toujours moins, même s'ils ne le disent pas toujours, mais c'est pourtant ce qu'ils font. Plus loin sur la maîtrise foncière, pour reprendre la main sur les prix. Plus loin sur la production de logements sociaux, pour garantir un véritable droit au logement dans toutes les communes. Et je ne pense pas seulement aux plus modestes : je pense aussi aux agents de nos communes et de la métropole, qui n'arrivent plus à se loger à moins de 40 km de leur lieu de travail.

Les chaleurs de ces derniers jours renforcent notre engagement à aller plus loin sur la rénovation énergétique, car la transition écologique ne peut pas être un luxe réservé à quelques-uns. Plus loin, enfin, sur l'accompagnement des ménages, car un logement, ce n'est pas seulement un toit : c'est une condition d'émancipation, de dignité et de stabilité.

L'actualisation des fiches communales conduite au cours de l'année 2025 identifie un potentiel de plus de 8 000 logements par an pour les années 2026 à 2028, et une moyenne de 6 100 logements par an entre 2026 et 2031. Pour le groupe communiste, ce potentiel devra être pleinement exploité, en priorité par nos bailleurs sociaux.

En tant que nouvel élu, j'ai été particulièrement marqué par deux chiffres évoqués par Nantes Métropole Habitat — chiffres que certains semblent ignorer : 99,5 % de leur financement provient des loyers, et leurs logements sont 22 % moins chers que ceux des autres bailleurs. Il n'y a donc pas de secret. Ces chiffres sont éloquents : ils rappellent clairement que non, le logement social ne coûte pas « un pognon de dingue », et surtout qu'il redonne bien plus de pouvoir d'achat à ses habitantes et habitants que l'ensemble des mesurette prises ces dernières années par nos gouvernements libéraux successifs.

Nous devons aussi assumer un discours clair — et je dirais même honnête : le logement est un bien commun, pas une marchandise. Notre responsabilité politique, ici, à tous, est de protéger ce bien commun, même lorsque l'État se retire, même lorsque les vents contraires se multiplient.

Je vous remercie de votre attention.